

Sale temps pour les uniformes!

Dans le sillage de 1968, la presse irrévérencieuse dénonce tous les pouvoirs, se rit des présidents et dénonce, sans relâche, les exactions des forces de l'ordre. Car les policiers et les militaires sont, pour une partie de la population, uniquement là pour protéger un système bourgeois condamné...

PAR JEAN-YVES LE NAOUR

«Camarade bourgeois, camarade fils à papa/T'as vraiment pas l'air con/Quand tu sors le dimanche/Ton petit complet veston et ta chemise blanche/Regarde-toi... Ah! Ah! Ah!» Dans son premier album, sorti en 1975, le jeune chanteur Renaud, déguisé en «titi» avant de l'être en «loubard», sacrifie au stéréotype du bourgeois conventionnel, ennuyeux, insipide, respectueux de l'ordre et des codes, comme celui du pli sur le pantalon. Ce n'est pourtant pas la première fois que la bourgeoisie est croquée sous des couleurs rances. «J'appelle bourgeois quiconque pense basement», écrivait déjà Gustave Flaubert. Mais, dans la société post-1968, un vent anti-conformiste et révolutionnaire souffle sur le pays. Le carcan de l'autorité, quelle qu'elle soit, policière, patronale, paternelle ou patriotique, est attaqué à coups de masse.

Cet esprit libertaire s'incarne tout particulièrement dans *Charlie Hebdo*, journal hebdomadaire satirique qui, en 1970, prend le relais de *Hara-Kiri*, interdit à la suite d'une blague confondant deux événements, l'incendie d'une boîte de nuit et la mort du géné-

ral de Gaulle: «Bal tragique à Colombey. Un mort». À l'époque, on ne rit pas du président de la République. Il y a là comme un reste du crime de lèse-majesté. Devenu hebdomadaire à grand tirage, dépassant même *L'Express* en 1975, *Charlie Hebdo* attaque toutes les institutions, et spécialement la police. Garante d'un ordre social jugé inique et «chien de garde» du capitalisme, la police condense symboliquement tout ce que la jeune génération abhorre. Elle se retrouve donc à la une de l'hebdomadaire plus souvent qu'à son tour. Le 20 septembre 1971, le journal appelle ironiquement ses lecteurs à s'engager dans les forces de l'ordre en multipliant les arguments loufoques. La une du 2 avril 1973, sous le titre «Vive la France», montre au premier plan une forêt de casques de CRS. Celle du 10 mars 1975 exhibe un fou furieux qui tire dans tous les sens en criant «Police!» (*voir ci-contre*).

Le «CRS-SS» toujours clamé

Au premier rang des critiques contre la police, on retrouve donc ce comportement de cow-boy, la matraque leste, la gâchette facile. Ce n'est pas vraiment

nouveau; ce qui l'est, c'est que la société n'accepte plus les violences policières. «N'ayez pas peur, Madame, on n'est pas de la police», résume Coluche dans le sketch *L'Étudiant* avant de comparer, dans une interview télévisée, les forces de l'ordre à une «bande de brigands». Dans les manifestations, les très mobiles «voltigeurs» font leur apparition. Créés aux lendemains de Mai 68 par le ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin, ces ancêtres de la BRAV-M sont équipés de mobylettes et de «bidules» [matraques] que Charles Pasqua fera rallonger en 1986 pour plus d'efficacité. Rien d'étonnant à ce que *Hara-Kiri* décerne son prix «Bête



REPORTERS ASSOCIÉS/GAMMA RAPHO

FRANÇAIS!

TOUS À PLAT VENTRE!

POLICE!



Mort aux vaches Les unes de l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* « se paient » souvent la police – à laquelle le journal reproche sa violence (à g. l'arrestation d'un étudiant lors d'une manifestation à Paris le 27 mai 1970). Héritier de Mai 68, ce journal se veut antimilitariste, antinucléaire et, bien sûr, antiflic ! Une du 10 mars 1975, par Gébé.

et méchant» au ministre Marcellin. On ne crie pas encore le slogan «ACAB» (*All Cops are Bastards*-«Tous les flics sont des salauds»), importation anglo-saxonne des années 2000, mais le bon vieux «Mort aux vaches», qui vient certainement de la guerre de 1870, quand les vaches étaient les *Waches*, des sentinelles allemandes. Très populaire aussi, le «CRS-SS», né en 1948 avec la grève des mineurs, est régulièrement entonné par les manifestants.

Mesrine, nouveau Robin des Bois

Les violences policières deviennent un lieu commun des années 1970, notamment au cinéma, avec le film *Un Condé* (1970) d'Yves Boisset, que Marcellin tente d'interdire, et dans lequel les forces de l'ordre se comportent comme des truands, ou encore *L'Albatros* (1971) de Jean-Pierre Mocky, qui les dépeint sans états d'âme au service des manigances des politiques. Dans son titre sulfureux *Hexagone* (1975), Renaud en

rajoute une couche: «La France est un pays de flics/À tous les coins de rue y en a cent/Pour faire régner l'ordre public/Ils assassinent impunément.» Le groupe de hard-rock Trust continue sur le même thème avec *Police-Milice* (1979), une chanson comparant les forces de l'ordre à une milice «prête à tirer», agrémentant sa critique de quelques amabilités: «Tu gagneras de l'argent à faire chier les gens», ou encore «Que de souvenirs, entre les putes à racoler, les jeunes à tabasser».

Les brutalités dénoncées sont rarement poursuivies et aboutissent encore plus rarement à une condamnation. Pourtant, les policiers tirent par-...

... fois sans se trouver en situation de légitime défense. Dans la nuit du 9 au 10 juillet 1976, par exemple, Gilles Olivier, un gamin de 17 ans, est abattu tandis qu'il s'enfuit après un délit mineur. Le 31 juillet 1977, dans le cadre des manifestations antinucléaires qui se multiplient en France, le professeur de physique Vital Michalon perd la vie, abattu par un tir tendu de grenade offensive qui lui explosa les poumons. En 1979, lassés des contrôles d'identité et du racisme dont ils sont victimes, les jeunes issus de l'immigration du quartier de la Grappinière, à Vaulx-en-Velin, se soulèvent contre la police. Leurs parents faisaient profil bas, eux réclament d'être traités en Français. C'est la première émeute urbaine dirigée contre les gardiens de la paix.

L'humoriste, qui tient la rubrique des « cons et des mal-comprenants » à *Charlie Hebdo*, campe un policier imbécile dans son sketch *Un flic* (1975) : « Oui ! Je sais, j'ai l'air un peu con ! Mais l'uniforme y est pour beaucoup ! » *Hara-Kiri* avait déjà mis une patte de poulet dans la bouche d'un policier à sa une : « Noël. Pensez aux mal-aimés. Invitez un flic ». La détestation des policiers conduit enfin à une inversion des valeurs, déjà pratiquée par l'anarchiste Brassens qui a toujours préféré le voleur de pommes



L'humour s'en va-t-en guerre En 1971, le service national est étrillé sur grand écran, avec ce succès des Charlots (7,5 millions d'entrées).

au propriétaire. Le brigand, c'est le héros, le rebelle, et le flic le « pourri ». Ainsi Mesrine, ennemi public n° 1, est-il idéalisé et surnommé le « Robin des Bois français » alors qu'il ne s'agit que d'un raciste, misogyne, violent, voulant vivre en bourgeois sans travailler. Ou

comment ce faux rebelle devient une icône de la révolte, immortalisé par Trust dans la chanson *Le Mitard*.

À côté du policier, soutier de l'ordre injuste, le militaire tient la corde. Jamais l'antimilitarisme n'a été aussi puissant que dans cette France pacifiée, enfin sortie des conflits coloniaux. C'est le temps où Cabu connaît le succès avec *Le Grand Duduche*, un lycéen pacifiste et écologiste, accompagné plus tard d'un autre personnage, le « beauf », incarnant la voix de la norme qui fait son apparition dans *Charlie Hebdo* en 1973, sans parler de l'adjudant Kronenbourg, pour lequel le dessinateur s'est inspiré de divers sous-officiers endurés durant son service militaire en Algérie, dix ans plus tôt.

Le kaki n'est pas à la mode

Le film *Les Bidasses en folie* des Charlots (1971) ridiculise l'armée et Maxime Le Forestier chante *Parachutiste* en 1972, un pamphlet antimilitariste repris par Joan Baez l'année suivante. Maxime Le Forestier pousse le bouchon avec *J'm'en fous d'la France* (1973) : « On a profité de mon enfance pour me faire croire à une patrie. » En septembre 1974, une centaine d'appelés du contingent manifeste en treillis, dans les rues de Draguignan, réclamant de meilleures conditions de vie en caserne – mutinerie qui fait grand bruit et qui conduit trois « meneurs » devant le tribunal militaire. À cette occasion, *Charlie Hebdo* diffuse un numéro dans les casernes, intitulé « Merde à l'armée ». L'hebdomadaire revient à l'assaut avec des unes explicites en décembre 1975 (« Aux chiottes l'armée ») et juillet 1976 (« Plein le cul de l'armée »).

La vague libertaire reflue cependant peu à peu. La croissance ralentit, le chômage grandit et avec lui l'inquiétude de l'avenir. L'insouciance et l'insolence des années 1970 cèdent le pas à la grisaille des années 1980, plans sociaux, chômage, SIDA, nouveaux pauvres, envolée de l'extrême droite. Symbole de ce retournement, *Charlie Hebdo* disparaît en 1982, plombé par les dettes et la désaffection des lecteurs, avant de renaître dix ans plus tard. La grande contestation des années 1970 était fille de la prospérité, la crise l'a tuée. ■

Une loi « anticasseurs », déjà...

Comment assurer la sécurité tout en respectant les libertés publiques ?

Telle est l'équation sur laquelle planchent les dirigeants, hier comme aujourd'hui. La loi « anticasseurs » du 8 juin 1970 est, à ce sujet, une caricature. Sous couvert de lutte contre la violence de groupes d'extrême gauche et d'extrême droite, cette loi introduit une responsabilité pénale collective qui vise directement à museler les syndicats. En cas de dégâts, le syndicat ou le mouvement politique qui aura appelé à manifester sera tenu pour responsable !

Appliquée arbitrairement, cette loi frappe des syndicalistes, des militants antinucléaires, et tout mouvement contestataire. Mais ce n'est pas assez.

Alain Peyrefitte, ministre de la Justice de Giscard d'Estaing, rend en 1977 un rapport intitulé *Réponses à la violence*, où sont lancées deux idées promises à un bel avenir : la tolérance zéro et la police de proximité. Puis le ministre travaille sur une nouvelle loi nommée « Sécurité et liberté », motivée par la nécessité de réprimer la vague de terrorisme qui submerge le pays (FLNC, armée révolutionnaire bretonne, extrême gauche, extrême droite, Arméniens, Palestiniens...). Débattue dans un climat d'affrontement tendu, la gauche jugeant les mesures d'extension des contrôles de police liberticides, la loi est votée en 1981, juste avant les élections présidentielles. Mitterrand supprimera la loi anticasseurs et « aménagera » la loi « Sécurité et liberté ». J.-Y. L. N.